



# **DROITS POLITIQUES POUR LES PALESTINIENS**

**Le système carcéral sioniste est un outil  
du colonialisme de peuplement qui dénie tout  
droit politique aux Palestiniens.**





## **LE SYSTEME CARCERAL SIONISTE COMME OUTIL DE COLONIALISME DE PEUPEMENT**

La détention politique occupe une place centrale dans l'architecture de la domination coloniale, non pas comme un instrument de sécurité marginal, mais comme une technologie de gouvernement fondamentale. Dans les contextes de colonialisme de peuplement, l'incarcération dépasse sa fonction juridique pour devenir un mécanisme de gestion des populations, de discipline de la mémoire collective et de neutralisation des forces sociales capables de résister à la dépossession.

La Palestine ne fait pas exception. Le système pénitentiaire sioniste doit être compris non pas comme une réponse à des "menaces sécuritaires" épisodiques, mais comme un élément constitutif d'un projet plus vaste visant l'effacement, le remplacement et la restructuration permanente de la vie indigène.

## **Le système carcéral sioniste et la continuité de la logique coloniale des Croisades**

Le système carcéral sioniste, dans sa structure profonde et sa fonction historique, va au-delà d'être un appareil punitif ou réformatif au sens classique de l'État moderne, pour devenir un instrument souverain colonial intégré, constituant l'un des piliers structurels du projet de remplacement colonial en Palestine. Il ne s'agit pas d'un espace de punition fermé, mais d'un champ ouvert pour la gestion de la population, le remodelage des consciences et la rupture des structures collectives capables de produire une résistance politique ou sociale organisée. Ce système est également considéré comme une extension stratégique du projet sioniste global, fondé sur la dualité de l'effacement et du remplacement.

Ce système repose sur un réseau complexe d'ordres militaires, de législations d'exception, de procédures





administratives et d'infrastructures répressives, et opère comme une extension historique directe des traditions coloniales occidentales en Orient, dont l'expérience des Croisades constitue l'un des modèles fondateurs. Tout comme les Croisades n'étaient pas des aventures religieuses ou militaires passagères, mais un projet de remplacement visant à remodeler la terre, la population et la souveraineté, les prisons sionistes remplissent aujourd'hui une fonction similaire, bien que par des moyens technico-juridiques modernes.

L'expérience des Croisés en Palestine reposait sur trois piliers centraux : la fortification militaire par les châteaux, l'isolement spatial et social de la population indigène, et l'assujettissement psychologique et symbolique par le châtimement et la terreur systématique. Les châteaux croisés, d'Acre à Safad et Kerak, constituaient des espaces de détention et de contrôle, utilisés non seulement pour emprisonner les résistants, mais pour gérer l'ensemble de la société environnante comme une entité soumise à un siège permanent.

En ce sens, le château croisé n'était pas seulement une structure défensive, mais une prison élargie, à travers laquelle l'équation de l'obéissance ou de l'annihilation était imposée. Ce modèle est reproduit aujourd'hui dans le système carcéral sioniste, qui ne fonctionne pas comme des espaces isolés,

mais comme des centres de rayonnement répressif dont les effets s'étendent à la société palestinienne dans son ensemble, de sorte que l'incarcération de masse devient un outil de réingénierie de la société, plutôt qu'une réponse sécuritaire contingente. Les données de l'association de soutien aux prisonniers et des droits de l'homme Addameer montrent une escalade sans précédent de la brutalité de ce système, en particulier depuis 2023, car les prisons ont été transformées en quelque chose ressemblant à un laboratoire vivant pour le contrôle de la population.

Dans cet espace, des techniques de répression physique et psychologique, de famine, d'isolement et d'humiliation collective sont testées, avant d'être commercialisées comme des modèles « réussis » au sein du système de sécurité mondial. Ainsi, le prisonnier palestinien devient un site central dans l'économie politique mondiale de la violence, tout comme le corps local dans l'expérience croisée était un champ permanent pour tester la domination.

Cette réalité ne peut être séparée de la philosophie politique qui a fondé le projet sioniste lui-même. La pensée de Vladimir Jabotinsky représentait l'expression la plus explicite de la continuité de la logique croisée sous une forme sioniste moderne. Dans son texte "Le Mur de Fer", Jabotinsky ne présente pas le colonialisme comme une relation négociable,



mais comme un acte permanent de coercition qui ne peut se stabiliser qu'après avoir brisé la volonté de la population indigène et brisé son espoir de résistance. Le "Mur de Fer" n'est pas une métaphore rhétorique, mais une mise à jour théorique de la logique du château croisé : fortifier le colonisateur derrière un système de force écrasante jusqu'à ce que la société indigène soit psychologiquement et politiquement épuisée. Dans ce cadre, les prisons sionistes remplissent la fonction de « mur de fer interne », par lequel le siège est reproduit au sein du corps palestinien lui-même, à travers la détention administrative illimitée, les peines militaires et l'isolement à long terme.

Ici, la prison ne cible pas tant l'acte que le potentiel.

**LE PRISONNIER PALESTINIEN N'EST PAS PUNI UNIQUEMENT POUR CE QU'IL A FAIT, MAIS POUR CE QU'IL PEUT REPRESENTER: LA MEMOIRE COLLECTIVE, UN MODELE DE RESISTANCE ET UNE CAPACITE LATENTE D'ORGANISATION.**

Cette logique reflète la mentalité croisée, qui ne considérait pas les habitants du pays comme des partenaires potentiels, mais comme un obstacle existentiel qui doit être brisé ou neutralisé. Tout comme l'expérience croisée légitimait sa violence par un langage religieux et théologique parlant de "purifier la Terre Sainte", le sionisme légitime sa violence contemporaine par un

discours sécuritaire et juridique qui remplit la même fonction, à savoir conférer une fausse légitimité à une annihilation lente.

Dans ce contexte, les prisons sont transformées en espaces théologico-politiques modernes, dans lesquels les dichotomies civilisé/barbare et légal/illégal sont reproduites d'une manière qui rappelle directement le discours croisé. L'impact du système carcéral sioniste ne se limite pas à remodeler le corps, mais s'étend au remodelage du temps palestinien lui-même. La détention illimitée, l'attente sans fin et la suspension de la vie sont autant d'outils pour geler l'histoire palestinienne et la maintenir dans un état de siège permanent, tout comme les châteaux croisés transformaient autrefois la vie à l'extérieur de leurs murs en une existence provisoire et suspendue.

Et tout comme la fin de l'expérience croisée a révélé l'incapacité du colonialisme à produire une légitimité stable malgré les châteaux, les prisons et les massacres, l'expansion accélérée du système carcéral sioniste révèle une impasse structurelle similaire.

**HISTORIQUEMENT, LA PRISON N'EST PAS UN SIGNE DE FORCE, MAIS UN INDICATEUR D'UNE PROFONDE PEUR COLONIALE FACE A UNE SOCIETE QUI REFUSE D'ETRE BRISEE.**





Ainsi, les prisons sionistes ne représentent pas seulement une continuation de l'expérience croisée, mais une reproduction de sa propre crise historique : un projet de remplacement qui ne peut survivre que par une fortification permanente, qui ne connaît pas d'autres outils de gouvernement que la répression, et qui ne voit dans le Palestinien rien d'autre qu'une menace existentielle à gérer par la violence. De ce point de vue, la lutte pour la libération des prisonniers n'est pas seulement une demande humanitaire, mais une bataille pour démanteler l'un des piliers centraux de la structure coloniale, et une condition pour une libération globale.

## **La généalogie de la carcérarité coloniale: Du mandat à l'occupation**

Le régime carcéral sioniste contemporain est profondément enraciné dans les structures juridiques établies pendant le Mandat britannique, révélant une lignée continue de répression coloniale. L'utilisation de la détention administrative; l'emprisonnement d'individus sans inculpation ni procès; tire ses origines directement des Règlements d'urgence du Mandat britannique de 1945. Ces règlements ont été conçus à l'origine par les autorités coloniales britanniques pour supprimer la résistance indigène et la dissidence politique en Palestine et dans d'autres colonies, comme l'Inde, soulignant que les mécanismes carcéraux sont historiquement liés à la préservation de l'ordre colonial.

Lors de l'établissement de l'État d'occupation (Nakba) en 1948, ces lois de l'ère coloniale ont été non seulement conservées mais intégrées dans le tissu juridique du nouvel État colonial par l'ordonnance sur le droit et l'administration,

spécifiquement l'article 11. Cette continuité législative démontre que l'occupation israélienne a adopté les outils répressifs de son prédécesseur colonial pour gérer et soumettre la population palestinienne, d'abord dans les territoires de 1948 et plus tard dans les territoires occupés en 1967. L'occupation militaire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967 a nécessité un système de droit militaire plus complet, conduisant à l'émission de milliers d'ordres militaires qui régissent chaque aspect de la vie palestinienne.

Parmi ceux-ci, l'Ordre militaire 1651 (Ordre relatif aux dispositions de sécurité) constitue l'instrument principal pour la régulation de l'activité politique palestinienne et la mise en œuvre des arrestations massives. Cette transition d'une exigence militaire temporaire à un état permanent d'exception juridique reflète la logique de colonialisme de peuplement de "l'inclusion excluante", où les Palestiniens sont placés sous la juridiction de l'État uniquement pour être soumis à une répression racialisée et au déni de leurs droits fondamentaux.

**L'HISTOIRE DU MOUVEMENT DES PRISONNIERS PALESTINIENS EST DONC UNE HISTOIRE DE LA REVOLUTION ET DE LA VOLONTE DE LIBERATION, ALORS QUE PLUS D'UN MILLION DE PALESTINIENS ONT ETE DETENUS DEPUIS 1967, TRANSFORMANT L'EXPERIENCE DE L'INCARCERATION EN UNE CONDITION NATIONALE COLLECTIVE.**



# Jalons évolutifs du SYSTEME CARCERAL ISRAELIEN



## ORDONNANCE SUR LE DROIT ET L'ADMINISTRATION

Incorporation des  
règlements du Mandat;  
établissement d'un état  
d'urgence permanent.

1948

## LOI SUR LES POUVOIRS D'URGENCE (détentions)

Codification de la  
détention administrative  
pour la "sécurité de  
l'État" au sein de l'Israël  
souverain.

1979

## ORDRE MILITAIRE 1651

Consolidation des  
lois militaires en  
Cisjordanie; outil  
principal pour  
les arrestations  
politiques.

2009

1945

## REGLEMENTS DE DEFENSE (URGENCE)

Suppression  
coloniale britannique  
de la dissidence;  
introduction  
de la détention  
administrative.

1967

## PROCLAMATION MILITAIRE NO. 3

Établissement du  
système des tribunaux  
militaires dans les  
territoires nouvellement  
occupés.

2002

## LOI SUR L'INTERNEMENT DES COMBATTANTS ILLEGAUX

Création d'une catégorie  
distincte pour les Gazaouis  
afin de permettre une  
détention indéfinie  
sans procès

2023-  
2025

## AMENDEMENTS LEGISLATIFS D'URGENCE

Extension des délais de  
révision de la détention;  
restriction sévère de  
l'accès à un avocat.



La nature systémique de cette incarcération est attestée par son ampleur massive. Entre 1967 et 2006, Israël a incarcéré plus de 800 000 Palestiniens, un chiffre qui a bondi lors des soulèvements tels que la Première Intifada (100 000 détenus) et la Seconde Intifada (70 000 détenus). Cette omniprésence transforme l'emprisonnement d'une expérience individuelle en une expérience structurelle, altérant fondamentalement le tissu social et politique de chaque famille palestinienne. Le système carcéral agit comme une "porte tournante", où les militants politiques, les étudiants et les leaders communautaires sont cycliquement retirés de leurs communautés pour empêcher la formation d'une direction nationale cohérente et pour maintenir un état de vulnérabilité permanente.

## **La machine de la détention administrative**

L'architecture juridique de l'occupation est définie par un système duel: un code juridique civil pour les colons israéliens et un code militaire draconien pour les Palestiniens. L'Ordre

militaire 1651 est la pièce maîtresse de cet "apartheid juridique". Il accorde aux commandants militaires de larges pouvoirs pour arrêter et détenir des individus sur la base de "motifs raisonnables" liés à la sécurité régionale ou publique, des termes qui ne sont jamais clairement définis et qui sont appliqués à un large éventail d'activités politiques et sociales. En vertu du droit international, la détention administrative est censée être une mesure exceptionnelle et temporaire utilisée uniquement à des fins préventives; cependant, l'État sioniste l'a normalisée comme un outil standard de suppression politique.

En vertu de l'article 285 de l'Ordre militaire 1651, un commandant militaire peut émettre un ordre de détention administrative pour une durée allant jusqu'à six mois. La caractéristique la plus insidieuse de cette loi est sa disposition pour un renouvellement indéfini. Étant donné que l'ordre ne spécifie pas de période cumulative maximale, les détenus peuvent être maintenus pendant des années sans jamais connaître les charges retenues contre eux ni voir les preuves utilisées pour justifier leur incarcération. La détention est

renouvelée tous les six mois sur la base de “dossiers secrets” fournis par les services de renseignement, qui sont inaccessibles au détenu et à son conseiller juridique. Ce recours à des documents classifiés rend le droit à une défense impossible et transforme le processus de révision judiciaire en un simulacre procédural.

La “révision judiciaire” de ces ordres se tient généralement à huis clos, et les juges militaires ne sont pas liés par les règles habituelles de la preuve. Un juge militaire, souvent un officier au sein de la même hiérarchie militaire que le commandant émettant l’ordre, a le pouvoir de confirmer, d’annuler ou d’écourter la période de détention, mais le taux d’annulation est statistiquement négligeable. Ce système constitue une forme de torture psychologique, car les détenus vivent dans un état d’anxiété chronique concernant le renouvellement potentiel de leur détention tous les six mois.

Après le 7 octobre 2023, la Knesset israélienne (le parlement israélien) et le commandement militaire ont introduit plusieurs amendements qui ont encore érodé les droits des détenus, les présentant comme des mesures d’urgence qui ont depuis été normalisées dans le cadre de la stratégie génocidaire plus large de l’État. Ces amendements représentent une escalade significative dans la phase la plus sanglante de l’histoire du mouvement.



### **EXTENSION DES DELAIS DE REVISION JUDICIAIRE:**

L’Ordre militaire temporaire 2148 a amendé l’article 287 (A) de l’Ordre militaire 1651 pour étendre la période avant qu’un détenu ne reçoive une révision judiciaire de 8 jours à 12 jours. Dans le contexte des arrestations massives à Gaza, de nombreux détenus ont été maintenus pendant des mois sans aucune forme de supervision.



### **RESTRICTION DE L'ACCES A UN AVOCAT:**

Le Service des prisons israélien (IPS) a reçu l’autorité d’interdire tout contact entre les détenus et leurs avocats, une mesure mise en œuvre immédiatement après le 7 octobre



### **LA FAILLE DU “COMBATTANT ILLÉGAL” :**

Des amendements à la loi de 2002 sur l’internement des combattants illégaux ont permis la détention “massive et rapide” d’un grand nombre de personnes pour des périodes prolongées pendant des “hostilités à grande échelle”. Cette loi dépouille efficacement les Gazaouis du statut de “personnes protégées” en vertu de la quatrième Convention de Genève, les classant comme des individus pouvant être détenus indéfiniment si leur libération est jugée préjudiciable à la sécurité de l’État.





## “L’État carcéral unique” et l’internalisation de la répression

La distinction entre le système carcéral militaire dans les territoires occupés et le système civil au sein d’Israël s’est largement effondrée. La gestion des prisonniers palestiniens a été transférée au Service des prisons israélien (IPS), un organe civil sous l’autorité du ministère de la Sécurité nationale, transformant efficacement une opération militaire externe en une affaire civile interne du régime. Cette internalisation signifie que l’incarcération de masse des Palestiniens n’est pas une nécessité militaire temporaire mais une caractéristique permanente de la gouvernance interne de l’État. Cette réorganisation facilite le transfert forcé des détenus des territoires occupés vers des prisons situées dans les territoires de 1948.

De tels transferts sont une violation directe de la quatrième Convention de Genève, qui interdit la déportation de personnes protégées d’un territoire occupé vers le territoire de la puissance occupante. En déplaçant les prisonniers vers Israël, l’État rompt efficacement leurs liens avec leurs familles et leurs communautés, car le système de permis et la distance géographique rendent les visites des proches presque impossibles. **Cette “citoyenneté carcérale” crée un espace liminaire où les Palestiniens sont exclus des droits de l’État mais sont néanmoins profondément empêtrés dans son appareil administratif et répressif.**

Le système carcéral s’étend au-delà des murs physiques de la prison. Le “continuum carcéral” implique l’utilisation de points de contrôle, de murs, de clôtures et d’une architecture numérique et bureaucratique omniprésente pour transformer la Cisjordanie et Gaza en une série de “prisons à ciel ouvert” déconnectées. Cette architecture de confinement vise à atteindre plusieurs objectifs de colonialisme de peuplement:



### **SUBJUGUER ET DESTABILISER:**

En menaçant constamment la population d’arrestation et de détention, les sionistes maintiennent un état permanent de vulnérabilité et de terreur.



### **FACILITER LE DEPLACEMENT:**

Les arrestations massives, combinées à la démolition punitive des maisons des prisonniers, servent d’outils d’ingénierie démographique, libérant des terres pour l’expansion coloniale.



### **ERODER LA COHESION SOCIALE:**

La politique de la “porte tournante” garantit qu’aucune direction sociale ou politique stable ne puisse émerger, car les individus sont cycliquement retirés de la vie publique dès qu’ils tentent d’exercer leurs libertés politiques et fondamentales.



### **DE-CIVILISATION:**

En traitant les Palestiniens comme une menace collective et incarcérable, l’occupation les dépouille de leur statut de civils protégés en vertu du droit international, expropriant leur agence et leur capacité à se développer en tant que corps politique.



## PAYSAGE STATISTIQUE DE LA CONJONCTURE DE 2025

L'ampleur du système carcéral atteint un sommet critique à la fin de 2025. Les données fournies par Addameer et d'autres institutions de prisonniers révèlent une augmentation massive du nombre de prisonniers politiques, alimentée par la guerre génocidaire en cours et l'intensification des opérations militaires à travers la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Au 16 décembre 2025, environ 9 300 prisonniers politiques palestiniens étaient détenus par Israël. Ce chiffre est prudent, car il exclut des milliers de Gazaouis détenus dans des camps militaires clandestins tels que Sde Teiman, où les conditions seraient encore plus désastreuses.



### DISTRIBUTION DES PRISONNIERS POLITIQUES PALESTINIENS (DECEMBRE 2025)

La tendance la plus alarmante dans ces données est la prolifération de la détention sans procès. Près de la moitié de la population carcérale totale, soit environ 4 570 individus, sont détenus soit en tant que détenus administratifs, soit en tant que "combattants illégaux". Cela représente un effondrement fondamental de droit humain et un basculement vers une logique carcérale purement préventive et punitive. L'utilisation de la désignation de "combattant illégal" spécifiquement pour les Gazaouis permet de contourner même les protections minimales offertes par les tribunaux militaires en Cisjordanie, créant un système de droits à plusieurs niveaux qui fragmente davantage le collectif



palestinien. De plus, depuis 1967 et jusqu'à la fin de 2025, environ 323 prisonniers sont morts à l'intérieur des prisons israéliennes, avec 32 décès enregistrés pour la seule année 2025, illustrant la nature létale des conditions de détention actuelles

## **L'emprisonnement sioniste comme arme de contre-révolution contre la vie politique palestinienne**

Le système carcéral sioniste n'est pas un sous-produit de l'occupation; c'est l'une de ses armes les plus raffinées. L'emprisonnement de masse fonctionne comme une stratégie contre-révolutionnaire visant à démanteler systématiquement l'organisation politique palestinienne, à neutraliser les dirigeants et à briser la capacité collective du peuple palestinien à résister à la domination de colonialisme de peuplement. Dès les premiers jours de l'occupation, l'emprisonnement a été déployé non pas pour arrêter la violence, mais pour détruire la politique.

L'occupation n'arrête pas seulement les individus pour ce qu'ils font; elle incarcère les gens pour ce qu'ils représentent, pour leur capacité à organiser, éduquer, mobiliser et donner une structure à la résistance. Les cadres politiques, les syndicalistes, les leaders étudiants, les intellectuels, les représentants élus et les organisateurs de mouvements sont délibérément ciblés car ils constituent l'épine dorsale de la lutte collective palestinienne.

Cette stratégie est mieux comprise comme une décapitation organisationnelle. Des figures comme Marwan Barghouti, un leader central de la Seconde Intifada doté d'une immense légitimité populaire, ont été emprisonnées non pas parce qu'elles pouvaient être remplacées facilement, mais précisément parce qu'elles ne le pouvaient pas. Son incarcération visait à rompre le lien vivant entre la mobilisation de la base et la direction politique nationale. De même, Ahmad Sa'adat, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine, a été emprisonné pour affaiblir la gauche révolutionnaire et signaler que toute alternative cohérente au cadre d'Oslo serait écrasée.



La détention administrative représente l'une des expressions les plus nues du pouvoir colonial. Elle permet à Israël d'emprisonner les Palestiniens indéfiniment sans charge ni procès, transformant la vie politique en une condition d'insécurité permanente. Sous un tel régime, s'organiser devient un acte de défi en soi. Les mouvements sont contraints à des postures défensives, incapables de planifier des stratégies à long terme ou de construire des institutions stables. Ce n'est pas accidentel, c'est la production intentionnelle d'une paralysie politique.

L'emprisonnement opère également pour criminaliser l'existence politique. En vertu du droit militaire israélien, l'affiliation politique, la participation à des syndicats ou à des conseils d'étudiants, et même l'acte de parole publique peuvent être désignés comme des "menaces à la sécurité". Des leaders tels que Khalida Jarrar, organisatrice féministe, parlementaire et intellectuelle, ont été emprisonnés à plusieurs reprises pour rien d'autre que leur travail politique. Le message est sans équivoque: la participation politique palestinienne elle-même est illégale.

Le système carcéral draine davantage les ressources sociales et matérielles de la société palestinienne. Les familles, les mouvements et les communautés sont forcés de détourner leur énergie vers la survie — défense juridique, visites en prison, soins médicaux et plaidoyer international. C'est une forme de punition collective à intention politique, épuisant l'infrastructure qui soutient la résistance et remplaçant la lutte collective par des épreuves individuelles.

Les jeunes et les organisateurs étudiants sont ciblés avec une intensité particulière. En arrêtant de jeunes Palestiniens à des moments formateurs de leur développement politique, Israël interrompt la reproduction de la conscience révolutionnaire. Cela crée des ruptures générationnelles, des lacunes de leadership et une amnésie organisationnelle. Ce qui ne peut être coopté par les ONG ou les politiques de donateurs est neutralisé par les cellules de prison.

Dans le même temps, Israël cherche à empêcher les prisons elles-mêmes de devenir des sites d'organisation révolutionnaire.



L'utilisation de l'isolement cellulaire, les transferts constants, les interdictions de communication et la répression des comités internes de prisonniers reflètent une peur profonde: même dans des conditions de captivité, les Palestiniens continuent de s'organiser. Le long héritage intellectuel et politique de prisonniers tels que Walid Daqqa, qui a transformé des décennies d'incarcération en un espace de pensée et d'écriture radicales, expose l'échec de la prison à éteindre totalement la vie politique.

Enfin, l'emprisonnement remplit une fonction idéologique sur la scène internationale. En réduisant les leaders politiques à des "détenus de sécurité", Israël tente de dépolitiser un conflit colonial et de le recadrer comme du maintien de l'ordre. Ce récit efface la réalité selon laquelle les prisonniers palestiniens sont des prisonniers politiques d'un régime de colonialisme de peuplement, incarcérés pour avoir résisté à la dépossession et à l'apartheid.

En ce sens, l'emprisonnement israélien n'est pas simplement de la répression — c'est de la contre-insurrection, de la contre-révolution et une guerre sociale. Il cherche à atomiser la société palestinienne, à détruire la force politique organisée et à rendre la résistance sans chef, fragmentée et gérable. Pourtant, la persistance de l'organisation des prisonniers, les grèves de la faim et la production politique derrière les barreaux démontrent une vérité fondamentale: la prison n'est pas seulement un site de domination, mais une ligne de front dans la lutte elle-même.

Confronter l'emprisonnement israélien ne revient donc pas simplement à exiger des réformes humanitaires. C'est remettre en cause un mécanisme central de contrôle impérial et défendre la possibilité même d'une vie politique palestinienne organisée.

## Violations systémiques : La guerre d'annihilation à l'intérieur des murs

Les conditions au sein des prisons sioniste depuis la fin de 2023 ont été caractérisées par les organisations de défense des droits de l'homme comme « une autre forme d'annihilation ». Les abus signalés sont passés de la négligence systémique à ce qui peut être décrit comme une politique délibérée de destruction physique et psychologique, dirigée par le ministre israélien de la Sécurité, Itamar Ben Gvir. Les témoignages de prisonniers libérés et la documentation d'Addameer mettent en évidence un schéma d'abus horrifiant qui s'est intensifié de manière dramatique depuis le début du génocide.

L'IPS a mis en œuvre une politique de famine systématique, réduisant les rations alimentaires à des niveaux provoquant une malnutrition et une perte de poids significatives. Ceci est aggravé par le déni systémique de soins médicaux, où les maladies chroniques et les blessures subies lors de l'arrestation ou de l'interrogatoire ne sont pas traitées, entraînant des décès évitables. Par exemple, Kamel Mohammed Mahmoud Al-Ajrami, un prisonnier de 69 ans originaire de Gaza, est décédé en octobre 2025 après avoir été détenu à la prison du Naqab, soulignant le pic de brutalité dans l'histoire du mouvement.



100

## METHODES D'ABUS DOCUMENTEES et leur prévalence (enfants détenus)

80

60

40

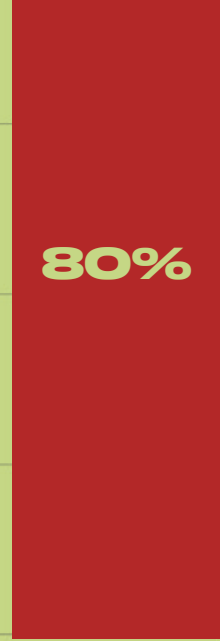
20

0



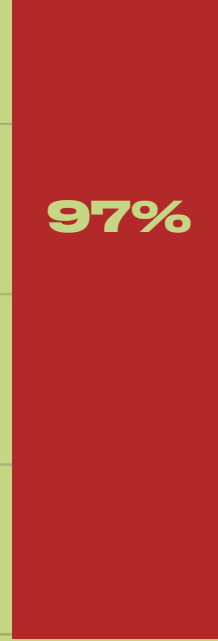
### Violence physique

Implique des coups, des coups de pied et l'utilisation de contentions ; provoque des douleurs chroniques et des handicaps.



### Fouille à corps

Utilisée comme outil d'humiliation et de harcèlement sexuel; entraîne des traumatismes graves.



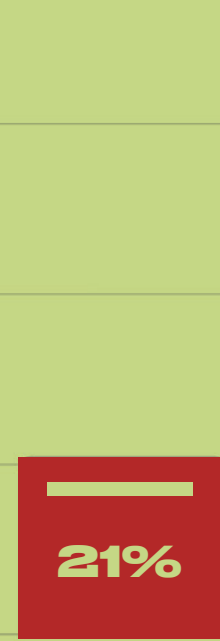
### Interrogatoire sans famille

Visant à maximiser la pression psychologique et la coercition.



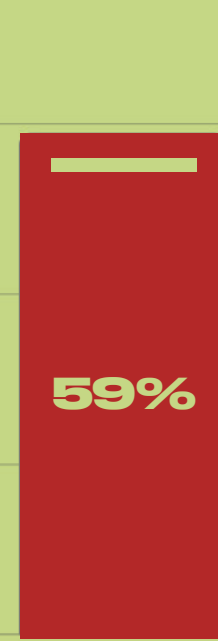
### Signature de documents en hébreu

Force les enfants à signer des "aveux" qu'ils ne peuvent pas comprendre.



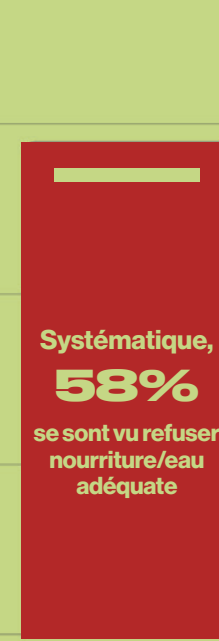
### Isolement cellulaire

Utilisé pour l'interrogatoire et la punition; viole l'interdiction de la torture.



### Arrestations nocturnes

Conçues pour terroriser l'enfant et l'ensemble de la cellule familiale.



### Famine et manque de nourriture

Utilisée comme arme de guerre et punition collective à l'intérieur des murs de la prison.

## 30 GARÇONS DE 12–17

documentés comme disparus sans trace après l'enlèvement.

Incertitude et traumatisme pour les familles; peur et détresse psychologique; perte de droits et de protection.

## 350 ENFANTS PALESTINIENS DETENUS

48 % sans charge ni procès (le plus haut niveau enregistré).

Détresse psychologique de la détention indéfinie; séparation de la famille; perte d'éducation et de vie normale.



La torture n'est pas une aberration mais un outil documenté du processus d'interrogatoire. Les doctrines de la "bombe à retardement" et de la "pression physique modérée" fournissent un vernis légal à des pratiques qui constituent de graves violations de la Convention contre la torture. Des rapports en provenance de la bande de Gaza indiquent une violence encore plus extrême, notamment l'utilisation de l'électricité, des agressions sexuelles et des passages à tabac ayant entraîné des dizaines de morts en détention. À la mi-janvier 2026, le nombre de martyrs du mouvement des prisonniers s'était élevé à 324, les autorités d'occupation continuant de retenir les corps de 95 martyrs dans le cadre d'une politique de punition collective.

## **Le front de résistance sexué et générationnel**

Le système carcéral sioniste cible spécifiquement les segments les plus vulnérables et influents de la société palestinienne, les femmes et les enfants, pour infliger un traumatisme maximal à la cellule familiale et à l'avenir de la lutte nationale. Cette stratégie est une "attaque systématique contre les libertés publiques" et un pilier fondamental de la bataille en cours pour le nettoyage ethnique.

Les femmes palestiniennes sont fréquemment arrêtées pour leur rôle dans la direction de la résistance populaire, la protection des familles, ou même pour une expression politique pacifique sur les réseaux sociaux. En décembre 2025, 51 femmes étaient détenues dans les prisons israéliennes, où elles faisaient face à des formes spécifiques d'abus, notamment la menace de violence sexuelle, l'isolement de leurs enfants et le déni de produits d'hygiène féminine. Le cas de Khalida Jarrar, une figure



politique et militante des droits de l'homme de premier plan, illustre cette répression. Jarrar a été cycliquement maintenue en détention administrative, souvent à l'isolement, comme moyen de faire taire sa voix influente et de l'empêcher de s'organiser au sein de la communauté des prisonniers. En 2021, alors qu'elle était en prison, Jarrar s'est vu refuser le droit d'assister aux funérailles de sa fille Suha, un exemple déchirant de la cruauté inhérente au système.

La détention d'enfants est peut-être l'aspect le plus odieux du régime carcéral sioniste. Chaque année, entre 500 et 700 enfants palestiniens passent par le système des tribunaux militaires, le seul système au monde qui juge systématiquement des mineurs dans des tribunaux militaires. L'impact psychologique de cette incarcération est profond, car les enfants sont soumis à des techniques d'interrogatoire conçues pour les adultes, souvent sans la présence d'un avocat ou d'un parent. Cette "destruction physique et psychologique" est considérée par les organisations de défense des droits de l'homme comme

une tentative délibérée de briser l'esprit de la génération suivante et d'assurer un état de subjugation permanent. Des enfants tels qu'Ahmad Manasra ont été maintenus à l'isolement pendant des années, ce qui a entraîné de graves crises de santé mentale et des violations flagrantes du droit international.

## **Le mouvement des prisonniers et la "révolution culturelle"**

Malgré la structure répressive globale régissant le système carcéral sioniste, les prisonniers palestiniens ont réussi à transformer la prison d'un instrument de soumission en un espace de résistance active, et d'un site de brisement en un creuset pour la production de sens et l'accumulation de connaissances. Au sein des prisons, un mouvement national captif a pris forme, considéré comme l'un des secteurs les plus organisés et influents de la lutte palestinienne, devenant — paradoxalement — une forteresse révolutionnaire de la conscience au cœur de l'appareil colonial de répression.



Le mouvement des prisonniers ne s'est pas limité à être un cadre de protestation défendant les conditions de vie, mais a évolué en une structure intellectuelle et organisationnelle intégrée qui a forgé sa propre éthique de lutte et a contribué à la formation de cadres politiques et intellectuels ayant joué des rôles centraux sur la scène nationale palestinienne. Ce rôle a acquis une dimension qualitative avec l'engagement des détenus dans ce que Khalida Jarrar a décrit comme la "révolution culturelle à l'intérieur des prisons", à travers laquelle le temps carcéral a été transformé d'un temps suspendu en un temps productif, et d'une attente forcée en un acte conscient de production de connaissances.

La connaissance, dans ses dimensions éducative et créative, a constitué la pierre angulaire de cette résistance. Les livres, les cercles d'étude et les écoles politiques établis par les prisonniers à l'intérieur des centres de détention n'étaient pas seulement des moyens d'auto-éducation, mais des outils de fermeté psychologique et morale, et des moyens de réaffirmer le soi en tant qu'agent historique plutôt qu'en tant qu'objet de punition. Les prisonniers étudiaient la littérature socialiste et anticoloniale ainsi que la pensée révolutionnaire mondiale, et travaillaient à relire leur propre expérience à la lumière de ces références, produisant une connaissance ancrée dans la réalité coloniale palestinienne.



**DANS CE CONTEXTE, LA LITTERATURE CARCERALE EST APPARUE COMME L'UNE DES FORMES LES PLUS DANGEREUSES DE RESISTANCE CULTURELLE, CAR ELLE REPRESENTAIT L'ECRITURE DE SOI DEPUIS LA CAPTIVITE ET LE BRISEMENT DU MONOPOLE DU GEOLIER SUR LE RECIT.**

Les romans, les poèmes et les textes intellectuels écrits par les prisonniers n'étaient pas des expressions personnelles isolées, mais des témoignages collectifs qui reconstruisaient la mémoire nationale à partir des espaces de répression les plus concentrés. Ces œuvres étaient souvent sorties clandestinement des prisons par des moyens primitifs et dangereux, à l'intérieur de capsules de médicaments ou de boules de pâte, comme dans le cas du livre *La Trinité des Fondamentaux* de Wissam Rafeedieh, qui s'est répandu dans la plupart des prisons palestiniennes et



est devenu un texte de base dans les programmes officiels du mouvement des prisonniers.

Cette production de connaissances représente un défi direct aux politiques du géolier visant à dépouiller les prisonniers de leur agence.

Les grèves de la faim ont historiquement été l'arme la plus puissante utilisée par le mouvement des prisonniers pour exiger de meilleures conditions de vie et la fin de la détention administrative. Ces grèves démontrent la « volonté de fer » des détenus et leur refus d'accepter la légitimité du régime carcéral. Des grèves marquantes, telles que celles de la prison de Nafha en 1980 et les grèves générales de 1992 et 2004, ont forcé l'administration pénitentiaire à accorder des droits fondamentaux, tels que l'accès aux livres et une meilleure alimentation. Les grèves servent également à mobiliser le public palestinien et à attirer l'attention internationale sur le sort des prisonniers politiques, déclenchant des protestations et des grèves de la faim de solidarité à travers le monde.

## **L'économie politique mondiale de la répression et la complicité impérialiste**

Le système carcéral sioniste ne fonctionne pas de manière isolée; il est soutenu par un réseau complexe d'alliances internationales, d'aide militaire et de partenariats technologiques qui le lient aux structures plus larges de l'impérialisme mondial. Le "génocide n'a jamais cessé" parce qu'il est rendu possible par les intérêts stratégiques des États-Unis et de leurs alliés.

Israël est fréquemment décrit comme un "porte-avions insubmersible" pour les intérêts américains dans la région, servant d'avant-poste militaire permanent et d'outil de l'impérialisme.

Le montant massif de l'aide militaire fournie par les États-Unis — totalisant des milliards de dollars par an — est un investissement stratégique dans le maintien de l'instabilité régionale et la suppression des mouvements anticoloniaux. Le système carcéral est un bénéficiaire principal de cette aide, utilisant des armes et des équipements de fabrication américaine pour ses opérations d'arrestation et la gestion des prisons. Cette relation est mue par la logique du capitalisme, bénéficiant au complexe militaro-industriel et aux investisseurs de Wall Street qui profitent d'un état permanent de guerre et d'occupation.

Une nouvelle frontière de l'État carcéral est l'intégration de la technologie avancée et de l'intelligence artificielle dans l'appareil de surveillance et de détention. L'armée israélienne utilise des systèmes alimentés par l'IA pour identifier des cibles de bombardement et d'arrestation, souvent avec une supervision humaine minimale. Ces systèmes sont construits sur des infrastructures fournies par des géants mondiaux de la technologie, un phénomène décrit comme le « colonialisme numérique »



### **Matériel pour les autorités militaires et pénitentiaires**

Fournit l'infrastructure physique pour les points de contrôle et les prisons.



### **Usines majeures de production de puces en Israël**

Soutient l'économie de haute technologie qui alimente l'occupation.



### **Services cloud Azure / Application "Almunasseq"**

Facilite la gestion du système de permis et du système carcéral.



### **Projet Nimbus (Contrat de cloud computing)**

Fournit des outils pour la reconnaissance faciale et l'analyse de données biométriques.

Les territoires palestiniens occupés servent de laboratoire où ces technologies de surveillance et de contrôle de la population sont "testées sur le terrain" avant d'être commercialisées auprès d'autres régimes à travers le monde. L'exportation de ces outils, des logiciels espions à la technologie de contrôle des frontières, renforce les appareils répressifs à l'échelle mondiale, faisant de la lutte pour la libération de la Palestine un pilier central de la lutte mondiale contre l'autoritarisme et l'hyper-impérialisme.

Le système carcéral sioniste est un microcosme de l'occupation elle-même, une machine sophistiquée à plusieurs niveaux conçue pour assurer la survie d'un projet de colonialisme de peuplement à travers la répression systématique de tout un peuple. La réalité palestinienne a démontré que le régime carcéral n'est pas une réponse aux menaces de sécurité mais un outil proactif d'ingénierie démographique, de fragmentation sociale et de conquête territoriale. Le cadre juridique de l'Ordre militaire 1651, la réorganisation en "État carcéral unique" et l'intégration de la technologie mondiale pointent tous vers un système qui est fondamentalement incompatible avec les principes du droit international et de la dignité humaine.



# LIBEREZ TOUS LES DETENUS

Les Palestiniens méritent le droit à la vie politique.

Cette analyse a été préparée par l'IPA pour la campagne pour les droits politiques des Palestiniens et publiée à l'occasion de la **Journée de la terre palestinienne 2026**.

Texte **WAHID BEN ALI** | Illustration **OTHMAN GHÀLMI** | Design & Layout **LARISSA BRANDÁO**

